

Entre l'utopie et la révolte contre le néocolonialisme aux Antilles françaises: “Manifeste pour un projet global” (2000) et “Manifeste pour les ‘produits’ de haute nécessité” (2009)*

Between utopia and revolt against neo-colonialism in the French West Indies: “Manifeste pour un projet global” (2000) and “Manifeste pour les ‘produits’ de haute nécessité” (2009)

MICHAŁ OBSZYŃSKI

Université de Varsovie (Pologne)

m.obszynski2@uw.edu.pl

Abstract

The purpose of this paper will be to analyze the assumptions of two main texts in the collection *Manifestes* published in 2021 by Édouard Glissant and Patrick Chamoiseau, namely “Manifeste pour un projet global” (2000) and “Manifeste pour les ‘produits’ de haute nécessité” (2009) which, in a gesture of anti-colonial revolt, claim a consciously utopian vision of the future of the French West Indies. In the context of other programmatic writings published by Glissant, as well as by Chamoiseau, we will attempt to examine the ideological roots of the conceptions formulated in the manifestos, to place the project articulated in them in a broad context of the anti-colonial debates of the second half of the twentieth century, as well as to identify the portrait of the writer-intellectual, as it is drawn up in these texts.

Keywords

French West Indian literature, anti-colonial discourse, anti-capitalist discourse, Édouard Glissant, Patrick Chamoiseau.

Resumen

El propósito de este trabajo será analizar los supuestos de dos textos principales de la colección *Manifestes* publicados en 2021 por Édouard Glissant y Patrick Chamoiseau, a saber, “Manifeste pour un projet global” (2000) y “Manifeste pour les ‘produits’ de haute nécessité” (2009) que, en un gesto de revuelta anticolonial, reivindican una visión conscientemente utópica del futuro de las Antillas francesas. En el contexto de otros escritos programáticos publicados por Glissant, así como por Chamoiseau, intentaremos examinar las raíces ideológicas de los conceptos formulados en los manifiestos, situar el proyecto articulado en ellos en un contexto amplio de los debates anticoloniales de la segunda mitad del siglo XX, e identificar el retrato del escritor-intelectual, tal como se dibuja en estos textos.

Palabras clave

literatura antillana, discurso anticolonial, discurso anticapitalista, Édouard Glissant, Patrick Chamoiseau.

* Les recherches qui sont à la base du présent article ont été financées dans le cadre de la bourse de recherche Sonata (n° 2020/39/D/HS2/00638), accordée par le Centre National de la Science, Pologne (National Science Center, Poland). Dans le cadre de la politique de libre accès, l’auteur a appliqué une licence de droit d’auteur public CC-BY à toute version du manuscrit accepté par l’auteur (AAM) découlant de cette soumission.

En 2009, au moment où la Guadeloupe et la Martinique se voient secouées par d'importantes grèves ouvrières, neuf intellectuels antillais, dont Patrick Chamoiseau et Édouard Glissant décident de faire preuve de leur engagement social, en publiant un texte programmatique qui articule étroitement le littéraire et l'artistique à l'économie et au politique. Selon les signataires du "Manifeste pour les 'produits' de haute nécessité" (tel est le titre du texte mentionné), la lutte pour les meilleures conditions de vie de leurs compatriotes ne saurait faire abstraction des valeurs propres aux idéaux du vivre-ensemble, notamment celles de solidarité sociale et de refus de la dictature du gain. Anticolonial et profondément anticapitaliste, le manifeste propose de transformer les départements d'outre-mer en premiers territoires post-capitalistes. L'acte manifestaire évoqué prend une nouvelle signification en 2021, l'année de publication du recueil intitulé *Manifestes* édité par la maison d'édition La Découverte¹, l'année où, de plus, on observe une nouvelle vague de protestations qui éclatent aux Antilles françaises pour exprimer la colère des Guadeloupéens et des Martiniquais face au statut subalterne des îles dans le cadre administratif français. Les six textes du recueil, tous axés sur des questions économiques, géopolitiques et culturelles qui se posent aux sociétés des Antilles françaises à l'époque de la mondialisation et du néocolonialisme résonnent d'autant plus fort qu'ils se donnent à lire en écho des événements récents où le besoin d'un nouveau projet pour les sociétés martiniquaise et guadeloupéenne se manifeste de manière fulgurante.

L'objectif de cet article sera d'analyser les postulats de deux principaux textes du recueil, à savoir le "Manifeste pour un projet global" (2000) et le "Manifeste pour les 'produits' de haute nécessité" qui, dans un geste de révolte anticoloniale, revendiquent une vision consciemment utopiste de l'avenir des Antilles françaises. Dans le contexte d'autres écrits à caractère programmatique publiés par Glissant, notamment *Le discours antillais* (1981) et *Poétique de la relation* (1990) ainsi que par Chamoiseau, tels qu'*Éloge de la créolité* (1989) et *Écrire en pays dominé* (1997), nous tenterons de scruter les racines idéologiques des conceptions formulées dans les manifestes, de placer le projet qui s'y articule dans un large contexte des débats anticoloniaux de la seconde moitié du XX^e siècle ainsi que de relever le portrait de l'écrivain-intellectuel, tel qu'il est dressé dans ces textes.

Avant de passer à l'analyse des revendications exprimées par Glissant et Chamoiseau dans l'ouvrage mentionné, il convient de rappeler brièvement le parcours intellectuel des deux auteurs. Il serait impossible de retracer dans le cadre du présent article tous les aspects de l'activité des deux auteurs. Par conséquent, nous nous limiterons à signaler les points qui semblent les plus importants dans la perspective de l'engagement social des deux artistes.

Ainsi, quant à Glissant, il convient de rappeler que toute sa pensée, qui gravite autour des conséquences culturelles et sociales de la colonisation des Antilles, est marquée par un

¹ Publié en collaboration avec l'Institut du Tout-Monde, le recueil signé Patrick Chamoiseau et Édouard Glissant reprend plusieurs textes à caractère manifestaire que les deux écrivains ont fait paraître, souvent en coopération avec d'autres auteurs, depuis 2000.

profond besoin de rester au plus près de la réalité des îles ainsi que par le désir d'une implication concrète dans l'action anticoloniale.

Évoquant le côté intellectuel de l'engagement de Glissant, il faut rappeler son adhésion à la Fédération des Étudiants africains noirs en France et sa coopération avec la revue *Présence africaine* à laquelle l'auteur du *Soleil de la conscience* (1956) contribue en tant que co-animateur de la rubrique "Palabre" entre 1956 et 1966 (Fonkoua, 2011: 63). Cette implication intellectuelle aux côtés d'Alioune Diop et de sa revue mènera Glissant à la participation aux manifestations tels que le Premier Congrès des écrivains et artistes noirs à Paris en 1956, événement majeur pour la diaspora noire en France mais aussi pour tout le mouvement de la réhabilitation des Noirs dans le monde, et point de départ de la Société africaine de Culture dont Glissant sera membre dès sa création. C'est dans le cadre du même réseau d'affinités que Glissant participe, en 1959, au Deuxième Congrès des écrivains et artistes noirs (Rome, 1959) où il rencontre et se lie d'amitié avec Albert Béville (Paul Niger) avec qui, en 1961, il fondera le Front antillo-guyanais qui militera pour la décolonisation des Antilles. Officiellement appelée le Front des Antillais et Guyanais pour l'autonomie, cette organisation est co-fondée également par Cosnay Marie-Joseph et Marcel Manville. La tenue d'un congrès de fondation du Front à Paris en avril 1961 et la parution des actes de ce colloque la même année conduiront à la dissolution de l'organisation par un décret du général de Gaulle du 22 juillet 1961 (Hirota: 130). À part la publication qui vient d'être mentionnée, les idées clés de cette organisation ainsi que les principales revendications de ses fondateurs s'exprimeront dans le numéro spécial de *Présence africaine* consacré aux Antilles (numéro 43 paru en 1962) et dont Glissant sera le rédacteur principal².

Fréquentation des milieux révolutionnaires à Paris au sein du Cercle international des intellectuels révolutionnaires, engagement du côté de *Présence africaine*, fondation du Front antillo-guyanais, coordination de plusieurs publications relatives au statut politique des Antilles, signature du "Manifeste des 121" qui réclamait l'indépendance algérienne: voici quelques exemples de l'activisme de Glissant dans les années 1950 et 1960 et qui permettra à Patrick Chamoiseau de constater que son compatriote "[...] embrasse son époque, il adhère à son temps, à fond, à mort, il s'en écarte ainsi, il s'en éloigne autant, et reçoit alors [...] une jouvence océane: celle qui donne envie de se lever et d'*agir-malgré-tout*" (Chamoiseau, 2021: 11).

Durant les décennies suivantes jusqu'à sa mort en 2011, Glissant ne s'engagera pas du côté d'un militantisme direct, et favorisera plutôt une proximité intellectuelle avec les événe-

2 Il faut mentionner que parmi les contributeurs à ce collectif, tels que Marcel Mainville et Albert Béville du Front antillo-guyanais, figure aussi Bertène Juminer, qui sera plus tard l'un des co-auteurs du "Manifeste pour un projet global" (2000), le premier des six textes inclus dans le recueil *Manifestes* de 2021. Ne serait-ce qu'à travers cette présence, il est possible d'entrevoir les liens qui se tissent entre l'activisme de Glissant des années 1960 et le programme articulé dans les manifestes des années 2000. Il faut ajouter que de nombreuses contributions au numéro mentionné ont été publiées anonymement, de peur de représailles de la part des autorités françaises qui, d'ailleurs, n'ont pas manqué de saisir le volume.

ments de sa région natale, une attitude de veille et d'intervention dans et par les textes, qu'il s'agisse d'articles de presse, de lettres officielles, d'entretiens, voire de romans qui, dans la plupart des cas, abordent également le motif de l'action révolutionnaire. Pour Glissant, l'une des vocations de l'art, et notamment de la littérature, est de s'impliquer par l'écriture et par le travail intellectuel dans le combat collectif car "[l]a parole de l'artiste antillais ne provient [...] pas de l'obsession de chanter son être intime; cet intime est inséparable du devenir de la communauté" (Glissant 1997: 758-759)³. Dès lors, les concepts-clés de la pensée glissantienne, tels que l'antillanité, la relation où la créolisation se dotent d'une dimension double, là où le destin singulier s'inscrit dans l'évolution des mécanismes de formation et de fonctionnement des sociétés. Les textes manifestaires publiés dans les années 2000 seront l'une des manifestations de l'idéal d'engagement, promu par Glissant.

La conception du rôle de l'écrivain avancée par Patrick Chamoiseau se situe dans la plus stricte proximité avec les réflexions de Glissant. Dès *Éloge de la créolité*, texte programmatique publié en 1989 avec Jean Bernabé et Raphaël Confiant jusqu'à *Écrire en pays dominé* (1997), Chamoiseau poursuit, développe ou réactive dans un contexte toujours nouveau, les idées qu'on retrouve en filigrane dans les textes de Glissant. Sans qu'il s'agisse là d'un suivisme plat ou d'une imitation, on est là devant une affinité des sensibilités et des optiques centrées sur les phénomènes de dépossession culturelle et d'assimilation des Antilles en résultat de ce que Glissant appelle "une colonisation réussie" (Glissant, 1997: 654). Face à cet état des choses, Chamoiseau assigne à l'écrivain un rôle semblable à celui proposé par Glissant. Dans *Éloge de la créolité*, Chamoiseau et les deux autres coauteurs avancent: "Aussi croyons-nous que la meilleure façon de participer au combat multiséculaire que mènent nos peuples pour se libérer des entraves coloniales ou impériales, est de concrétiser à travers nos écrits cette culture créole que nos oppresseurs se sont toujours employés à minorer" (Bernabé, Chamoiseau, Confiant, 1993: 64). Dès le début de son activité intellectuelle, Chamoiseau inscrit la littérature dans le contexte communautaire antillais et perçoit le texte littéraire comme un des outils de la lutte en faveur de l'émancipation de la société antillaise. Chamoiseau développera cette conception dans son essai *Écrire en pays dominé* tout en proposant une extension importante de son programme, là où, d'après Dominique Chancé, "le marqueur de paroles" (figure symbolique du défenseur de la culture antillaise) devient "guerrier de l'imaginaire" dont le combat dépasse les limites de sa propre culture d'appartenance ethnique et embrasse toutes les formes de domination et d'impérialisme culturel de l'époque contemporaine (Chancé, 2000: 104).

Pour Glissant et Chamoiseau, l'engagement social semble être l'une des composantes indissociables de l'activité de l'écrivain. La préoccupation envers leurs compatriotes, mais

3 Il faut souligner en même temps que Glissant ne conçoit guère le texte littéraire uniquement comme une tribune pour exposer une vision du monde et comme un terrain de la réalisation de l'engagement de l'auteur. Au contraire, comme le mentionne Edwy Plenel dans sa postface à l'édition des *Manifestes* de 2021, pour Glissant la qualité esthétique de l'écriture restera toujours primordiale (Plenel, 2021: 2).

aussi la réflexion sur les effets globaux de la mondialisation qu'ils appréhendent comme une nouvelle étape de la colonisation, aboutissent chez les deux écrivains à concevoir leur rôle comme celui d'intellectuels impliqués dans le combat ou, du moins, dans la réflexion où peut se définir un projet de l'avenir des sociétés dominées, menacées non seulement par le colonialisme historique et ses conséquences contemporaines, mais aussi par l'extension du néo-colonialisme. Conscientisation, résistance, interventionnisme intellectuel – tels sont les fonctions que les deux auteurs assignent à tout écrivain, notamment à celui issu des sociétés défavorisées par le développement de l'économie mondialisée. Cette attitude semble s'accorder avec celle de Michel Foucault, résumée de manière succincte par Sandra Ponzanesi non comme le seul acte de prendre la parole au nom des autres, mais comme un travail de décortication de la réalité complexe du monde:

Ainsi, le rôle des intellectuels publics ne consiste pas seulement à prendre la parole au nom des autres. [...] Les personnes qui subissent la domination et l'exploitation n'ont pas besoin d'intellectuels pour leur dire qu'elles sont opprimées - elles le savent parfaitement [...] Ce dont elles ont besoin de la part des intellectuels, ce n'est pas un leadership, mais des ressources, des connaissances techniques et une assistance pour naviguer dans les réseaux denses du pouvoir institutionnel. (Ponzanesi, 2021: 436, notre traduction)

Enracinés dans ce paradigme intellectuel, les textes réunis sous le titre commun *Manifestes* se nourrissent des analyses socio-politiques des deux auteurs, exposées dans leurs essais précédents. Le statut politique des Antilles françaises en tant que départements d'outre-mer français et, en même temps, la dimension symbolique des îles comme représentantes des pays dits subalternes de la mondialisation, se placent au cœur de la conception développée à travers les différents écrits du recueil qui, plus globalement, reflète l'ambition des auteurs de proposer un projet social, économique et culturel qui pourrait garantir aux Antilles un avenir plus radieux.

Selon les auteurs du premier texte inclus dans le recueil et qui porte le titre "Manifeste pour un projet global",

la départementalisation a mis en œuvre des processus indéniables de modernisation, d'élévation du niveau de vie, d'amélioration générale des conditions d'existence et des rapports sociaux, mais elle s'est aussi pervertie en un syndrome d'assistanat généralisé, de dépendance accrue, et d'une anesthésie qui se renforçait à mesure que les transferts publics augmentaient en ampleur". (Glissant *et al.*, 2021: 13)

Fidèles à leurs diagnoses présentées dans *Le Discours antillais* ou *Éloge de la créolité*, Glissant et Chamoiseau⁴, dénoncent encore une fois l'état de léthargie de la société

4 Soulignons ici que le texte a été signé par deux autres intellectuels: Bertène Juminer (déjà évoqué) et Gérard Delver.

antillaise, réduite par la départementalisation à la passivité administrative, économique et culturelle. En effet, toujours selon les signataires du texte, l'impossibilité de s'autogouverner pousserait les Antillais à abandonner toute tentative de définir leur identité nationale ainsi que de bâtir une vie sociale et culturelle dynamique. Comme le constatait Glissant en 1981,

[b]âtir une nation, c'est aujourd'hui penser d'abord à des systèmes de production, d'échanges commerciaux profitables, d'amélioration du mode de vie, sans lesquels la nation deviendrait vite illusion. Mais on découvre chaque jour dans le monde qu'il y faut aussi un sens de la personnalité collective, de ce qu'on appelle la dignité ou la spécificité, sans lesquelles la nation serait précisément évidée de signification". (Glissant, 1997: 758)

Pour contrer la puissance paralysante du système départemental de l'époque⁵, les auteurs du texte plaident en faveur d'une émancipation des Antilles, consécutive d'une réforme profonde de l'administration ultramarine que les sociétés antillaises devraient arracher à la France:

Mais la liberté ne peut pas provenir d'en haut. Elle émerge du dedans. Ce que l'on reçoit passivement vous maintient en position sous-ordonnée. [...] Ici, le rôle de la France ne devrait pas être de décider des cadres de notre liberté, même après consultation, mais d'ouvrir ce qui avait été fermé, de dénouer ce qui avait été noué, d'oxygéner les zones où l'asphyxie a été permise. Briser le sac DOM-TOM. Déclencher des espaces de souveraineté susceptibles d'être évolutifs. (Glissant *et al.*, 2021a: 4)

L'idée-clé qui sous-tend toute la logique du manifeste est donc la souveraineté des îles qui conduirait, selon Glissant et Chamoiseau, à l'intensification de l'activité des Antillais dans tous les domaines de la vie sociale:

L'auto-organisation est le propre de l'organisme vivant. La décentralisation, avancée ou pas, ne détermine aucun possible d'auto-organisation. La décentralisation ne saurait supporter l'apparition d'un organisme nouveau. Il en est de même pour l'autonomie qui ne connaît que l'horizon de son statut et la focalisation d'un centre qui l'autorise. Décentralisation ou autonomie seraient des tissus inertes si elles ne se dépassaient pas en projet.

Seuls les espaces de souveraineté, rendus nécessaires par un projet global, peuvent supporter le nouveau, l'inattendu, la combinaison imprévisible, l'organisme Vivant qui évolue et qui s'équipe. Seul l'espace de souveraineté permet l'auto-organisation, qui ne se ramène pas à une élémentaire autogestion. (Glissant *et al.*, 2021a: 7)

5 Il est à noter que le texte est paru en 2000, avant la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 et une série de référendums sur la création des collectivités uniques de décembre 2003 et de janvier 2010 (en passant par celui sur la création des collectivités d'outre-mer également en janvier 2010) dans lesquels les sociétés martiniquaise et guyanaise rejettent l'idée d'autonomie et se prononcent en faveur de la formation de collectivités territoriales uniques fusionnant les prérogatives départementales et régionales. La Guadeloupe, mais aussi la Réunion, suivront la voie alternative du double statut en tant que département et région d'outre-mer (Michel Verpeaux *et al.*, 2021: 7-45).

Les auteurs du manifeste indiquent plusieurs secteurs clés de cette souveraineté souhaitée, à savoir: la gestion du sol et de l'environnement, l'enseignement, la justice, la santé, les affaires étrangères, les finances, tous étant régis par une assemblée locale et un gouvernement qui en serait issu. Il s'agirait là d'un statut proche de l'indépendance (sans que cela soit exprimé explicitement dans le texte), développée en coopération avec la France:

Nous désirons – en partenariat avec la France, en fraternité aussi, avec affection toujours – que s'ouvrent les possibilités concrètes du choix, du contact créateur, de l'alternative féconde, de la nécessité d'aller et d'inventer – toutes choses qui dans leur mouvement suscitent la liberté de l'esprit". (Glissant *et al.*, 2021: 8)

Certes, le manifeste présuppose une certaine coopération avec la France, voire une relation d'"affection" envers l'Hexagone. Le rôle que la France devrait jouer dans la mise en place du nouveau statut des départements d'outre-mer reste pourtant flou dans le texte, qui, sans doute, tente d'éviter par ce subterfuge, la question la plus épineuse du point de vue politique, à savoir celle de la forme concrète de cette souveraineté qui est, somme toute, l'objectif principal du manifeste.

Il y a lieu de souligner sur ce plan que cette conception, certes présente dans *Le Discours antillais* et dans *Éloge de la créolité*, est en réalité de longue date et puise ses racines dans l'activisme de Glissant des années 1960. En effet, le texte de 2000 reste proche du raisonnement qui était à la source de la création du Front antillo-guyanais et qui irriguait, en 1962, les analyses présentées dans le numéro spécial de *Présence africaine* dédié aux Antilles. Le ton est donné dès le lancement d'un manifeste qui paraît le 15 avril 1960, à l'issue d'un congrès organisé par la Société africaine de Culture⁶ et qui a rassemblé les activistes antillais afin d'œuvrer à la définition des possibilités de décoloniser les Antilles. Comme le note Satoshi Hirota, le texte, signé par trente-cinq personnes, dont certaines grandes figures de l'intelligentsia noire francophone (notamment Aimé Césaire, Léon-Gontran Damas et Alioune Diop⁷), dénonce le déséquilibre culturel provoqué aux Antilles par la colonisation et s'attache à souligner "l'importance de la reconquête culturelle de soi" des Antillais (Hirota, 2021: 130)⁸. Dans les actes du colloque de fondation du Front, tenu le 22 et le 23 avril 1961, une réponse claire est donnée par rapport aux mesures qui devraient permettre cette reconquête:

6 Rappelons que la fondation de la Société africaine de Culture est le fruit des débats du Premier Congrès des écrivains et artistes noirs à Paris, en 1956.

7 Tout comme l'engagement de la Société africaine de Culture dans l'organisation du congrès, la présence de ces personnes parmi les cosignataires du manifeste témoigne de la vitalité du réseau intellectuel bâti au tour de *Présence africaine* et des congrès des écrivains et artistes noirs de Paris et de Rome.

8 Hirota observe dans son article que l'accès aux documents liés au congrès reste restreint au titre du secret de la Défense Nationale. Nous renvoyons le lecteur au même texte pour un éclairage très détaillé des étapes de la création du Front antillo-guyanais.

Autonomie, pourquoi ?

Parce que l'Autonomie c'est l'amorce de la décolonisation: oui le problème posé en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane est un problème de décolonisation et il n'y a pas une infinité de façons de décoloniser, il n'y en a qu'une: Décoloniser, c'est-à-dire la libre disposition de soi à un peuple assujéti. [...]

Les Antilles et la Guyane sont des terres du Nouveau Monde, elles sont des terres d'Amérique avec tout ce que cela comporte d'original: un peuplement multiracial, une culture qui est une résultante de plusieurs cultures, une langue qui est empruntée à l'Europe [...]: telle est la réalité des Amériques ("Les Antilles et la Guyane...", 1961: 7-8).

Dans le même ordre d'idées, dans le texte "De la réalité coloniale à la réalité nationale aux Antilles", les contributeurs au volume spécial de *Présence africaine*⁹ accuseront la France de mener une politique impérialiste vis-à-vis des Antilles. En inscrivant ces dernières dans l'histoire de la lutte anticoloniale à l'opposé d'Haïti, de la République Dominicaine et de Cuba (pays indépendants) et d'autres îles de la Caraïbe qui accédaient dans les années 1950 et 1960 aux différents types d'autonomie par rapport aux métropoles européennes, les auteurs du texte rangent la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane française ainsi que la Réunion dans le groupe des "damnés de la terre", victimes d'un "colonialisme sans scrupules, la pratique politique forcenée d'assimilation à outrance" ("De la réalité...", 1962: 230). En référence à la décolonisation progressive de nombreux pays d'Asie et d'Afrique de cette époque, ils dressent également la vision de l'émergence des nations distinctes dans les Caraïbes francophones: "En résumé, la lutte des peuples Antillais et Guyanais, [...] est une lutte globale visant à mettre un terme au passé colonial et à forger un cadre nouveau d'évolution, un cadre National [en majuscule dans le texte]. Chacun de ces pays a en fait sa personnalité nationale. Chacun de ces peuples a une vocation nationale. Ce fait est une réalité" ("De la réalité...", 1962: 235-236). Cet acte discursif d'affirmation nationale, soutenu par l'évocation de nombreux événements (grèves, protestations, mais aussi conférences et congrès organisés à la fin des années 1950 par les organisations étudiantes antillaises), résonne dans le texte paru en 1962 comme un appel et une revendication qui vise la reconnaissance de l'autonomie économique, politique et culturelle des Antilles et réclame le droit à l'autodétermination car "[a]ujourd'hui aux Antilles 'françaises' comme hier en Haïti, les solutions aux problèmes antillais ne pourront être apportées que par les Antillais eux-mêmes" ("De la réalité...", 1962: 231). Le "Manifeste pour un projet global" perpétue donc la même vision de la réalité antillaise et reste profondément ancré dans la pensée anticoloniale des années 1960. L'ambition ancienne de former des nations distinctes et, par conséquent, des pays indépendants se fait sentir dans le texte de 2000 en écho des efforts anticoloniaux des années 1960 tout en radicalisant les revendications car, si dans les textes des années 1960 prédomine la conception d'autonomie, c'est la souveraineté des îles qui est réclamée au début du XXI^e siècle¹⁰.

9 Albert Béville, Édouard Glissant, Prisca Jean-Marie, Bertène Juminer, Daniel Lallemand, Yvon Leborgne, Marcel Manville, E. Marie-Joseph, Alain Plenel, Daniel Rinaldo, Léonard Sainville.

10 N'oublions pas pour autant que l'autonomie n'est évoquée dans les années 1960 que comme un premier pas vers

Sur le plan de cette radicalisation, un changement important est à noter par rapport à l'emploi du terme "Antilles" dans les textes des années 1960 et celui de 2000. Présent dans les textes du numéro spécial de *Présence africaine* de 1962 comme un concept commode en termes d'expression, mais aussi en accord avec le dessein, en cours à cette époque, de fédéralisation de la zone caribéenne au nom d'une certaine communauté spirituelle et historique de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, ce terme disparaît presque complètement du manifeste de 2000¹¹. Alors que dans le texte de 1962, la volonté de créer des États caribéens autonomes va de pair avec le projet d'une certaine communauté caribéenne imaginée, en 2000, c'est déjà la revendication discrète mais systématique de la séparation des trois territoires qui prévaut. Ce glissement discursif se laisse voir de manière évidente dans la dernière partie du manifeste, dans laquelle s'énoncent les principaux postulats des auteurs et où les différents paragraphes commencent, de manière très cohérente, par les mots: "Que les Guadeloupéens, les Guyanais, les Martiniquais...". Répétée à quatre reprises, cette structure démontre avec force le concept de distinctivité des territoires francophones de la Caraïbe qui guide les auteurs du texte et leur vision géopolitique.

Il importe de souligner ici que le côté discursif du texte rapproche davantage ce dernier du paradigme anticolonial. Sur le plan des idées, on y retrouve des échos lointains des idéaux des grands textes de l'époque anticoloniale, tels que les articles de la revue *Légitime défense* (1934) qui promouvaient l'idée d'autodéfinition comme l'une des principales assises de la désaliénation anticoloniale (Malela, 2008: 131). Sur le plan stylistique, la tonalité prophétique et injonctive renoue directement avec l'écriture glissantienne bien connue du *Discours antillais* ou de la *Poétique de la relation*. Le tout début du texte est un bon exemple de cette esthétique qui tente de provoquer une réaction en développant une vision crépusculaire des Antilles qui nécessiterait des actes concrets et urgents:

Le monde, et non pas seulement la France, est à notre horizon. Si nous, Guadeloupéens, Guyanais, Martiniquais, ne réagissons pas à cette situation nouvelle, si nous n'entrons pas audacieusement et directement dans ce débat des accords et des antagonismes universels, dont les règles sont si impitoyables et si imprévisibles, nous ne nous apercevons même pas du moment où nous aurons commencé d'être, non pas des poussières, mais des résidus de ce jeu planétaire. (Glissant *et al.*, 2021a: 1)

Les auteurs du texte n'hésitent pas non plus à verser dans la tonalité révolutionnaire qui rappelle le discours de désaliénation coloniale et son armature conceptuelle au cœur de laquelle se trouve la notion de liberté:

une véritable décolonisation des Antilles laquelle sous-entend aussi l'indépendance. Le fait d'éviter ce dernier terme, aussi bien dans les textes des années 1960 que celui de 2000, reflète la prudence de leurs auteurs et leur conscience du poids rhétorique et politique qu'il porte.

11 Le substantif n'est employé qu'une seule fois que nous verrons plus tard tandis que l'adjectif "antillais" n'apparaît pas du tout dans le texte.

En plaidant pour la conception d'une telle utopie réaliste, qui accompagnerait et fonderait la lutte pour tout statut nouveau, nous invoquons en fait cette liberté initiale sans laquelle aucune liberté ne peut s'envisager: la liberté de la pensée. Un esprit libre est d'abord soucieux de trouver le moyen de faire converger les énergies, les désirs, les intentions, de leur donner un sens, sinon unique, du moins global. La capacité à définir un projet global est, pour un peuple, le signe qu'il est déjà libre et que, fort de cette liberté, il est en mesure de construire ses libertés. (Glissant, *et al.*, 2021a: 3)

Ainsi, il semble légitime d'avancer que la force du "Manifeste pour un projet global" et, plus largement, des *Manifestes*, ne réside pas tant dans la pertinence des analyses socio-économiques présentées dans ces écrits, mais dans l'énergie discursive avec laquelle les signataires dénoncent les travers du système politique et économique néocolonial: "Ici, la langue est révolution, en ce sens qu'elle renverse, bouscule et déplace, brise des carcans tout en ouvrant des possibles" (Plenel, 2021 : 2). C'est donc à travers la langue elle-même que passe en grande partie la volonté résolue des auteurs de bouleverser les consciences et, par la même, de provoquer un débat sur l'avenir des îles. Ainsi, le "Manifeste pour un projet global" s'inscrit dans la longue tradition des débats anticoloniaux et, en même temps, dans une longue lignée de textes manifestaires de la Caraïbe à la fois sur le plan du contenu et de la forme.

Or, en parallèle avec cette réactivation du discours anticolonial classique où prédominait l'aspiration nationaliste et le désir de frayer le chemin à la formation d'États-nations émancipés du joug colonial, le "Manifeste pour un projet global" prend également une autre direction. Fruit d'une longue réflexion poursuivie par Glissant et Chamoiseau sur la mondialisation, le texte tente d'articuler le vœu de l'émergence de sociétés antillaises souveraines à l'idée de "mondialité", qui, non sans similitudes avec le concept de "tout-monde" forgé par Glissant, évoque une nouvelle conception du modèle économique et culturel à l'échelle globale. Selon les auteurs du manifeste, conscients des défis contemporains tels que les changements climatiques ou les écarts grandissants entre les pays du Sud et du Nord, les Antilles, à condition d'accéder à l'autogouvernance, pourraient servir d'exemple d'une voie de développement alternative où le respect de l'environnement et la création d'une économie écologique donnerait l'accès au marché mondial, lui-aussi de plus en plus concerné par les menaces environnementales:

Notre seule ouverture est celle d'une production diversifiée à valeur ajoutée [...]. Dans le concert baroque du monde actuel, nous croyons à l'avenir des petits pays. Autrement dit, nous croyons qu'il n'y a pas de petits pays, il n'y a que de grands projets. Les conditions générales des Antilles, de la Guyane et de la Caraïbe [...] font que la valeur ajoutée que nous pouvons envisager résulterait d'une production à caractère biologique, dont la demande grandit irrésistiblement sur le marché mondial. Il nous faut occuper ce créneau. (Glissant *et al.*, 2021a: 5)

Posant ainsi les fondements d'une écopolitique à venir, le manifeste tente de concilier la perspective locale et la dimension globale pour situer les Antilles sur une mappe-monde imaginaire non plus dominée par les influences impériales de quelques puissances mondiales, mais, à l'inverse, représentant une multiplicité de "lieux" formant un réseau plantaire régi par la logique d'échange et de circulation constante des biens et des personnes, dans un mouvement de mise en relation, chère à Glissant, des sociétés, des économies et des cultures¹². Certes utopique par son idéalisme, le projet avancé dans le "Manifeste pour un projet global" n'en constitue pas moins une vision alternative du système économique de la région et, plus largement, du monde. Reposant sur la valorisation du local qui, multiplié à l'échelle mondiale, deviendrait un nouveau socle des échanges internationaux, l'idée de ce nouvel ordre mondial a su intéresser les théoriciens de l'économie hétérodoxes inspirés, entre autres, par les travaux de Bernard Stiegler.

En dépit ou peut-être à cause de son caractère révolutionnaire, la conception avancée dans le "Manifeste pour un projet global" restera longtemps peu visible ou négligée par le milieu politique martiniquais. Marquant d'autres textes, à savoir "La Cohée du Lamantin" (2005) ou "Dean est passé – Il faut renaître Aprézan!" (2007), elle prendra de l'ampleur dans le "Manifeste pour les 'produits' de haute nécessité". Le texte paraît en 2009 dans le contexte des mouvements sociaux qui, en janvier et février de cette année-là, secouent la Martinique et la Guadeloupe. Les protestations visent principalement la vie chère ainsi que les problèmes démographiques des sociétés antillaises vieillissantes à cause de l'immigration des jeunes générations vers la France. Les constats présents dans le manifeste de 2000 s'avèrent alors d'actualité ce qui pousse Glissant et Chamoiseau, secondés par sept autres intellectuels antillais¹³ à les développer et à les recontextualiser en accentuant les analyses critiques envers l'économie mondiale contemporaine.

Pour les signataires du manifeste, le système politique et économique contemporain dominant qu'est le capitalisme néolibéral, apparaît comme une immense machine à détruire les valeurs humaines, tant au niveau individuel que collectif. Selon le manifeste, le pouvoir déshumanisant des indicateurs tels que la rentabilité, l'efficacité ou l'optimisation remplace à notre époque d'autres valeurs telles que le sens de la dignité humaine, l'épanouissement personnel ou la prospérité commune. Selon les auteurs du texte, l'économie capitaliste, axée sur la technicisation et le rendement, réduit les individus au rôle de consommateurs et de producteurs impuissants et irréfléchis, détachés des effets ou du sens profond de leur production:

Ce sont les résultantes d'une dentition de système où règne le dogme du libéralisme économique. Ce dernier s'est emparé de la planète, il pèse sur la totalité des peuples,

12 C'est aussi dans le cadre de cette mise en relation générale que Chamoiseau situe, toujours de manière peu concrète, la possibilité de coopération entre les départements d'Outre-mer qui seraient devenus souverains et la France (Armanet & Lemonnier, 2021).

13 Ernest Breleur, Serge Domi, Gérard Delver, Guillaume Pigeard de Gurbert, Olivier Portecop, Olivier Pulvar, Jean-Claude William.

et il préside dans tous les imaginaires – non à une épuration ethnique, mais bien à une sorte d’“épuration éthique” [...] de tout le fait humain. Ce système a confiné nos existences dans des individuations égoïstes qui vous suppriment tout horizon et vous condamnent à deux misères profondes: être “consommateur” ou bien être “producteur”. Le consommateur ne travaillant que pour consommer ce que produit sa force de travail devenue marchandise; et le producteur réduisant sa production à l’unique perspective de profits [...]. (Glissant *et al.*, 2021b: 2-3)

Proche des analyses socioéconomiques marxistes, le manifeste pointe du doigt le capitalisme libéral comme un système qui repose sur l’exploitation des ressources naturelles et l’aliénation des individus. Dès lors, l’une des tâches principales serait de redéfinir les valeurs et de réinstaurer les besoins spirituels comme principes vitaux:

Dès lors, derrière le prosaïque du “pouvoir d’achat” ou du “panier de la ménagère”, se profile l’essentiel qui nous manque et qui donne du sens à l’existence, à savoir: le poétique. Toute vie humaine un peu équilibrée s’articule entre, d’un côté, les nécessités immédiates du boire-survivre-manger (en clair: le prosaïque); et, de l’autre, l’aspiration à un épanouissement de soi, là où la nourriture est de dignité, d’honneur, de musique, de chants, de sports, de danses, de lectures, de philosophie, de spiritualité, d’amour, de temps libre affecté à l’accomplissement du grand désir intime (en clair: le poétique). [...] Il est donc urgent d’escorter les “produits de première nécessité”, d’une autre catégorie de denrées ou de facteurs qui relèveraient résolument d’une “haute nécessité”. (Glissant *et al.*, 2021b: 2)

En somme, la principale base idéologique du manifeste est une profonde opposition au modèle socio-économique occidental contemporain et le désir de construire une nouvelle réalité régie par le principe du respect des êtres humains. Il s’agirait d’un monde dans lequel il y aurait suffisamment de place pour les affaires courantes, mais aussi pour des activités plus artistiques, développant l’esprit au-delà du principe d’utilité économique, ce qui amène les auteurs à diffuser une vision idéaliste de la société régie par des valeurs communautaires:

Le plein-emploi ne sera pas du prosaïque productiviste, mais il s’envisagera dans ce qu’il peut créer en socialisation, en autoproduction, en temps libre, en temps mort, en ce qu’il pourra permettre de solidarités, de partages, de soutiens aux plus démantelés, de revitalisations écologiques de notre environnement... (Glissant *et al.*, 2021b: 7)

Pleinement conscients du caractère utopique de leurs postulats, les auteurs créent une vision du monde reposant sur des valeurs inversées par rapport à la réalité contemporaine, en essayant en même temps d’assurer à l’art et à la culture la première place dans la hiérarchie des valeurs. Mais surtout, ils n’oublient pas le contexte local (les Caraïbes) dans lequel la question du droit à l’autodétermination revient de plein fouet:

Ce mouvement se doit donc de fleurir en vision politique, laquelle devrait ouvrir à une force politique de renouvellement et de projection apte à nous faire accéder à la respon-

sabilité de nous-mêmes par nous-mêmes et au pouvoir de nous-mêmes sur nous-mêmes. Et même si un tel pouvoir ne résoudrait [sic] vraiment aucun de ces problèmes, il nous permettrait à tout le moins de les aborder désormais en saine responsabilité, et donc de les traiter enfin plutôt que d'acquiescer aux sous-traitances. [...] Imaginons ensemble un cadre politique de responsabilité pleine, dans des sociétés martiniquaise, guadeloupéenne, guyanaise, réunionnaise nouvelles, prenant leur part souveraine aux luttes planétaires contre le capitalisme et pour un monde écologiquement nouveau. (Glissant *et al.*, 2021b: 8-9)

Comme dans les années 1960 dans le contexte de la lutte contre le colonialisme, à l'époque de l'antillanité et, plus tard, de la créolisation ou bien encore celle de la "diversalité" de Chamoiseau (Chamoiseau, 1997: 121), l'idée d'indépendance des territoires francophones de la Caraïbe, bien qu'inscrite dans tout un réseau sémantique de diversité et de la pensée de la relation, reste l'une des bases principales de tout le projet que les auteurs du manifeste formulent et avancent dans leur texte. Celui-ci s'achève alors sur une vision prophétique qui, en reprenant les idées principales des deux textes abordés, semble résumer d'une manière lapidaire, l'essence de leurs postulats:

Ainsi, chers compatriotes, en nous débarrassant des archaïsmes coloniaux, de la dépendance et de l'assistanat, en nous inscrivant résolument dans l'épanouissement écologique de nos pays et du monde à venir, en contestant la violence économique et le système marchand, nous naîtrons au monde avec une visibilité levée du post-capitalisme et d'un rapport écologique global aux équilibres de la planète [...] (Glissant *et al.*, 2021b: 9)

Tout comme dans le "Manifeste pour un projet global", outre le niveau des idées présentées dans le texte, le style utilisé par les auteurs du manifeste mérite l'attention. Du point de vue de la rhétorique, nous avons affaire ici à l'esthétique classique du manifeste, fondée sur une critique impitoyable de la réalité et, comme dans la citation ci-dessus, sur des passages prophétiques annonçant un avenir meilleur (Abastado, 1980: 4). Ce balancement entre le bien et le mal présentés comme des opposés polarisés apparaît ici à la fois comme une faiblesse et une source de la puissance argumentative du texte. Lu dans la perspective de l'esthétique traditionnelle des manifestes, cela signifie une certaine simplification conceptuelle, qui, en même temps, permet d'aiguiser la vision présentée et d'utiliser dans son exposition divers moyens de persuasion, tels que l'antithèse, des comparaisons fortes et sans ambiguïté ou une forte ironie trahissant l'irrévérence envers l'adversaire. Un bon exemple de ce style aussi virulent qu'agressif peut être le passage suivant, dans lequel les signataires du manifeste s'en prennent aux dictats venus de France et, en même temps, à la faiblesse des autorités politiques locales:

Le "déterminant" ou bien le "décisif" s'obtient par des voyages ou par le téléphone. La compétence n'arrive que par des émissaires. La désinvolture et le mépris rôdent à

tous les étages. L'éloignement, l'aveuglement et la déformation président aux analyses. L'imbroglio des pseudo-pouvoirs Région-Département-Préfet, tout comme cette chose qu'est l'association des maires, ont montré leur impuissance, même leur effondrement, quand une revendication massive et sérieuse surgit dans une entité culturelle historique identitaire humaine, distincte de celle de la métropole administrante, mais qui ne s'est jamais vue traitée comme telle. Les slogans et les demandes ont tout de suite sauté par-dessus nos "présidents locaux" pour s'en aller mander ailleurs. Hélas, toute victoire sociale qui s'obtiendrait ainsi (dans ce bond par-dessus nous-mêmes), et qui s'arrêterait là, renforcerait notre assimilation, donc conforterait notre inexistence au monde et nos pseudo-pouvoirs. (Glissant *et al.*, 2021b: 4)

Écrit d'idées, le manifeste de 2009 use de toutes sortes d'effets stylistiques et rhétoriques afin de mieux présenter la vision du monde qu'il tente d'instaurer comme valable et pour garantir à cette dernière une forte résonance auprès du public. À travers cette tonalité résolument iconoclaste, le texte s'inscrit ici dans la lignée des "manifestes d'opposition" dans laquelle se rangent des textes tels que les *Manifeste du futurisme* (1909) ou bien le *Manifeste du surréalisme* (1924) d'André Breton (Demers & Mc Murray, 1986: 68).

Il convient également de lire les deux manifestes à l'aune de la problématique de l'engagement social de l'écrivain antillais signalé au début de l'article. L'élan visionnaire qui semble avoir inspiré les auteurs des deux manifestes abordés ici se comprend mieux si l'on place les deux textes dans le contexte du rôle que Glissant et Chamoiseau assignaient aux intellectuels et aux artistes antillais, celui d'éveilleurs des consciences, tels que furent, entre autres, René Ménil, Aimé Césaire ou Frantz Fanon. Cette filiation lointaine permet de voir les interventions discursives de Glissant et de Chamoiseau comme une manifestation contemporaine de l'éthos de l'écrivain engagé, éthos ancien, mais qui semble avoir gardé toute son actualité à notre époque et qui, au regard des débats soulevés tout récemment par les mouvements sociaux en Guadeloupe, pourrait s'inscrire dans une nouvelle étape de la réflexion sur le statut politique des îles.

À l'égard de la prégnance potentielle des *Manifestes* sur le débat contemporain et, au passage, celui de l'influence de leurs auteurs vus comme des intellectuels postcoloniaux, il convient d'évoquer le caractère transversal de l'initiative entreprise par Glissant, Chamoiseau et les autres personnes engagées dans la rédaction et la publication de ces textes. En effet, selon Engin Isin,

[c]e qui rend les intellectuels postcoloniaux postcoloniaux est la compréhension de leur situation dans les ordres impériaux-coloniaux et ce qui les rend intellectuels est cette compréhension de leur situation dans les régimes de savoir-pouvoir. [...] Les intellectuels postcoloniaux traversent les positions dominantes et dominées. [...] Peut-être alors les intellectuels postcoloniaux ne sont-ils ni universels ni spécifiques mais des sujets politiques transversaux, traversant toujours les frontières et les ordres, constituant des solidarités, des réseaux et des connexions. Traverser à la fois les terrains de savoir-pouvoir et les ordres impériaux-coloniaux constitue leur champ des possibles et leur *modus operandi* (Isin cité par Ponzanesi, 2021: 437, notre traduction).

Les propos d’Isin semblent bien expliquer le cas des *Manifestes* dont les auteurs forment un groupement diversifié et transfrontalier recruté de représentants de différents espaces (Martinique, Guadeloupe, Guyane), de différents champs professionnels (entre autres : littérature, peinture, sociologie, sciences politiques, médecine, enseignement) ainsi que différents niveaux de reconnaissance où Glissant et Chamoiseau correspondent à une légitimité accrue en raison de leur visibilité sur la scène littéraire française et francophone. À la fois locale grâce à l’implication des personnes actives aux Antilles (comme Serge Domi, Olivier Pulvar ou Jean-Claude William) et bien située dans le contexte français (vu la renommée de Glissant dans l’Hexagone, voire son statut institutionnalisé à travers l’Institut du Tout-Monde fondé en 2006), l’initiative de publication des *Manifestes* s’inscrit dans le paradigme d’un travail intellectuel localisé en dedans et en dehors, à l’intérieur et à l’extérieur de la réalité sur laquelle il porte. À cela s’ajoute également la question des lieux de parution originelle des textes où se côtoient la revue martiniquaise *Antilla*, les journaux *Le Monde* et *L’Humanité*, la maison d’édition indépendante Galaade, les Éditions de l’Institut du Tout-Monde ainsi que, pour l’édition du recueil de 2021, la fameuse maison d’édition La Découverte (auparavant les Éditions Maspero) où sont parus les grands textes de l’anticolonialisme tels que *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon. Si l’on prend en considération la diffusion du dernier manifeste en date, le “Manifeste pour les ‘produits’ de haute nécessité”, par des organismes hétérodoxes tels que le festival Étonnants Voyageurs et le service Internet Mediapart, on arrive à concevoir tout un réseau de circulation des idées manifestaires qui englobe des instances légitimes et alternatives, métropolitaines et locales, celles du centre et de la périphérie, et qui, par la même, place les textes dans un espace de débat public dépassant les frontières traditionnelles d’une nation ou d’un groupe de destinataires restreint. Au contraire, les actions des auteurs des *Manifestes*, notamment dans le cas du “Manifeste pour les ‘produits’ de haute nécessité”, témoignent de leur volonté d’assurer à leurs postulats une large réception par des milieux divers dans l’univers postcolonial français. Dans le cas des *Manifestes*, il s’agirait ainsi de la localisation de l’acte d’engagement intellectuel dans l’entre-deux du monde colonisé (les Antilles) et colonialiste (la France) tout en profitant des canaux de diffusion centrifuges et dissidents par rapport à la doxa officielle. Il s’agirait, au bout du compte, d’une initiative intellectuelle transversale qui, par son caractère “glocal” et hypermédiatisé, s’accorderait aux nouveaux paradigmes de l’engagement intellectuel contemporain, confronté, selon Sandra Ponzanesi, à la fragmentation due à la multiplication des canaux de diffusion des idées et à l’exigence d’une certaine ubiquité de la parole intellectuelle imposée par la mondialisation de la communication interhumaine de notre époque (Ponzanesi, 2021: 434).

Il reste à savoir si le contexte des grèves qui éclatent surtout en Guadeloupe en 2021 sur fond de l’opposition aux contraintes sanitaires imposées par le gouvernement français dans tous les départements du pays (donc également en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane) s’avérera propice à une rediffusion des revendications exposées dans les *Manifestes*,

sans courir le risque d'une appropriation de ces idées par les tenants de discours radicaux, tels que les opposants à la vaccination ou les personnes qui nient l'existence même de la pandémie de la Covid-19. Il n'en reste pas moins que, face à l'escalade du mouvement social et à la montée des sentiments de méfiance et d'opposition envers l'État parmi les Guadeloupeens, la possibilité d'un débat sur une certaine forme d'indépendance de la Guadeloupe a été signalée par Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer dans le gouvernement de Jean Castex, dans son allocution officielle du 26 novembre 2021 ("Crise aux Antilles ...", 2021). Une déclaration qui n'a pas manqué de soulever un tollé médiatique et de vives réactions de la part de nombreux hommes et femmes politiques français. Une déclaration controversée donc qui n'en prouve pas moins l'importance des enjeux qu'Édouard Glissant et Patrick Chamoiseau abordent dans leurs textes qui méritent une relecture et une analyse pragmatique en vue, peut-être, de transformer, au moins partiellement, la vision utopique qui s'expose dans *Manifestes* en un projet concret pour les Antilles et leur avenir.

Références bibliographiques

- A.A.V.V. 1961. "Les Antilles et la Guyane à l'heure de la Décolonisation. Congrès des 22 et 23 avril 1961". Paris, Éditions Louis Soutanges.
- ABASTADO, Claude. 1980. "Introduction" in *Littérature*, n° 39, 9-11.
- ARMANET, François & Marie LEMONNIER. 2021. "Patrick Chamoiseau sur la crise aux Antilles: 'Le système outre-mer est une aberration morte'" in *Le Nouvel Observateur*, le 1^{er} décembre, <<https://www.nouvelobs.com/idees/20211201.OBS51665/patrick-chamoiseau-sur-la-crise-aux-antilles-le-systeme-outre-mer-est-une-aberration-morte.html>> [02/01/2022].
- BERNABÉ, Jean, Patrick CHAMOISEAU & Raphaël CONFIANT. 1993 [1989]. *Éloge de la créolité*. Paris, Gallimard, 3^e éd.
- CHANCÉ, Dominique. 2000. *L'auteur en souffrance*. Paris, Presses Universitaires de France.
- CHAMOISEAU, Patrick. 1997. *Écrire en pays dominé*. Paris, Gallimard.
- CHAMOISEAU, Patrick. 2021. "Malgré tout – avant-propos" in Glissant, Édouard & Patrick Chamoiseau. *Manifestes*. Paris, La Découverte et Les Éditions de l'Institut du Tout-Monde [version numérique ePUB], 1-4.
- "Crise aux Antilles: le gouvernement 'prêt à parler' de 'l'autonomie' de la Guadeloupe". 2021 in *Le Monde*. le 27 novembre: <https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/11/27/crise-aux-antilles-le-gouvernement-pret-a-parler-de-l-autonomie-de-la-guadeloupe-declare-sebastien-lecornu_6103815_823448.html> [30.12.2021].
- DEMERS, Jeanne & Line MC MURRAY. 1986. *L'enjeu du manifeste, le manifeste en jeu*. Longueuil, Éditions du Préambule.
- "De la réalité coloniale à la réalité nationale aux Antilles". 1962 in *Présence Africaine*. n° 43, 229-245. <http://www.jstor.org/stable/26290597>. [30.12.2021]

FONKOUA, Romuald. 2011. “Édouard Glissant à *Présence Africaine* ou l’intellectuel accompli” in *Présence Africaine*, n° 184, 63-65.

GLISSANT, Édouard. 1997 [1981]. *Le Discours antillais*. Paris, Gallimard, 4^e éd.

GLISSANT, Édouard, Patrick CHAMOISEAU, Bertène JUMINER & Gérard DELVER. (2021a). “Manifeste pour un projet global” in Glissant, Édouard & Patrick Chamoiseau. *Manifestes*. Paris, La Découverte et Les Éditions de l’Institut du Tout-Monde [version numérique ePUB], 1-8.

GLISSANT, Édouard, Patrick CHAMOISEAU, Ernest BRELEUR, Gérard DELVER, Serge DOMI, *et al.* (2021b): “Manifeste pour les ‘produits’ de haute nécessité” in Glissant, Édouard & Patrick Chamoiseau. *Manifestes*. Paris, La Découverte et Les Éditions de l’Institut du Tout-Monde [version numérique ePUB], 1-10.

HIROTA, Satoshi. 2020. “Chronique de l’engagement de l’écrivain: Édouard Glissant au milieu de l’autonomisme des Antillais à Paris (1959-1962)” in Noudelmann, François, Françoise Simasotchi-Bronès & Yann Toma (eds.). *Archipels Glissant*. Paris, Presses universitaires de Vincennes, 125-139.

MALELA, Buata. 2008. *Les écrivains afro-antillais à Paris (1920-1960): stratégies et postures identitaires*. Paris, Karthala.

PLENEL, Edvy. 2021. “Une poétique de la politique – Postface” in Glissant, Édouard & Patrick Chamoiseau. *Manifestes*. Paris, La Découverte et Les Éditions de l’Institut du Tout-Monde [version numérique ePUB], 1-5.

PONZANESI, Sandra. 2021. “Postcolonial intellectuals: new paradigms” in *Postcolonial Studies*. 24:4, 433-447: <<https://doi.org/10.1080/13688790.2021.1985232>> [22/12/2021].

VERPEAUX, Michel, Christine RIMBAULT, Franck WASERMAN. 2021. *Les collectivités territoriales et la décentralisation*, Paris, La documentation française, 12^e éd.

